

«Il faut réinventer

Président du Fonds culturel national, «Monsieur Assises culturelles» Jo Kox est un incontournable les deuxièmes Assises culturelles s'annoncent déjà (le 1^{er} juillet prochain),

Ancien guide, puis salarié de Luxair-Tours, Jo Kox devient coordinateur touristique à l'occasion de «Luxembourg 1995, capitale européenne de la culture». Depuis, il ne quittera plus le milieu artistique. Directeur administratif du Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain pendant 20 ans, coordinateur de «d'stater Muséeën», et, dans ce cadre, de «L'invitation aux musées» et de la «Nuit des musées», il quitte ses fonctions fin 2015 pour devenir consultant indépendant tout en demeurant président du Fonds culturel national. Lors des Assises culturelles qui se sont tenues les 1^{er} et 2 juillet 2016, il est mandaté par le ministre de la Culture pour la coordination d'un «plan de développement culturel». Autant de fonctions qui font de lui un spécialiste du milieu culturel grand-ducal. Rencontre.

Entretien avec notre journaliste Pablo Chimienti

Vous êtes le président du Focuna. C'est quoi exactement ce Fonds culturel national?

Jo Kox : Le Fonds culturel national est un établissement public créé en 1982 pour stimuler le mécénat culturel. Il a été pensé pour inciter les grandes sociétés, les entreprises mais aussi les personnes privées à soutenir les activités culturelles. Les premières mesures ont permis à des entreprises de soutenir certaines acquisitions pour les institutions publiques, tels le musée national d'Histoire et d'Art, la Bibliothèque nationale, les Archives nationales, etc. En retour, les mécènes bénéficient d'une déductibilité fiscale. C'est donc un complément au subventionnement étatique et communal de la culture. Le but est de soutenir la création et favoriser la mobilité internationale de nos artistes.

De quel budget dispose le Fonds?

La ressource principale est la dotation annuelle de 600 000 euros provenant de l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse-Charlotte, alimentée elle-même par les recettes de la Loterie nationale. À cela s'ajoutent environ 100 000 euros de mécènes privés (Fondation Michelle, BILL, Fondation Indépendance, etc.).

Et que faites-vous alors de ces 700 000 euros?

Il s'agit, d'un côté, de soutenir des projets artistiques et culturels, grands comme petits, toutes disciplines artistiques confondues (arts de la scène, musique, édition, arts visuels, etc.), et d'un autre côté, d'initier des projets ciblés ou résidences d'artistes en accordant des bourses de recherche, de formation ou de création. Les subventions accordées sont sélectionnées par un comité directeur composé de trois personnes qui se réunissent tous les mois. En revanche, les bourses sont accordées sur base d'appels à projets et attribuées par des jurys d'experts. Ces bourses sont un moyen supplémentaire d'incitation au mécénat, où on peut associer le nom du mécène au nom de la bourse. Mais l'avantage majeur de ces bourses est que l'artiste est le bénéficiaire direct de cette politique. Un exemple récent en est le projet de la *Bibliothèque des livres vivants*, en collaboration avec le théâtre du Centaure, grâce auquel on a pu mettre deux artistes au centre d'un projet. Avec ce projet, deux comédiens (NDLR: Colette Kieffer et Jérôme Varanfrain) ont eu la chance de se produire seuls sur scène, de travailler avec un metteur en scène étranger et en plus de jouer prochainement sur une scène nationale française (NDLR: théâtre de Chelles). Un projet de création combiné à un projet de mise en réseau.

Vous êtes également "Monsieur Assises culturelles". Où en est-on?

Je suis en train de rédiger le rapport final avec les orientations stratégiques que le secrétaire d'État à la Cul-



«Il faut donner aux artistes une place dans notre société», lance Jo Kox, 61 ans, le président du Focuna, également en charge du suivi des Assises culturelles. Deux structures avec lesquelles l'ancien directeur administratif du Casino essaye de faire bouger les choses dans la scène culturelle.

ture et moi-même présenterons fin juin aux deuxièmes Assises.

Parce que, honnêtement, de l'extérieur, on a un peu l'impression que ces Assises sont une coquille vide. Que rien n'avance.

Les Assises sont un "work in progress". Un travail continu qui ne s'arrête pas le 1^{er} juillet. Au contraire, ce sera le point de départ d'une nouvelle étape. La publication d'un rapport ou d'un livre ne changera rien à la situation si, au préalable, les mentalités ne changent pas et si les recommandations formulées ne seront pas mises en œuvre a posteriori. L'avantage de ces Assises avec la publication d'une feuille de route, c'est que la politique a ouvert la porte à des discussions au sein même du secteur, et ceci sous différentes formes (assises, forums, ateliers, etc.). Forcément, on ne peut pas tout changer, tout chambouler en une ou deux saisons.

C'est donc au secteur culturel de changer?

Oui. Tout le monde doit participer à ce changement: ministère, administrations, institutions publiques et privées, associations et acteurs culturels. Chacun porte sa part de responsabilité dans le changement.

Que faut-il changer?

Le fait que chacun veuille plus ou moins rester sur ses acquis. Une remise en question générale s'impose. À chacun de légitimer sa raison d'être, sa politique culturelle, ses budgets. Il faut passer au crible les petites associations comme les grandes institutions et mener une analyse à la fois horizontale, verticale

mais également transversale de la situation. À côté des grandes différences entre petites et grandes structures culturelles, il y a également une grande disparité entre les différents champs artistiques, ce qui est beaucoup plus difficile à cerner et à quoi on ne peut pas remédier par la seule révision de quelques conventions culturelles ou réglementations. Une analyse par champ artistique s'impose. Quel est le sort des gens de théâtre? Des danseurs? Des musiciens? Des auteurs? Des éditeurs? Des organisateurs de festivals? Etc. Car certaines professions sont clairement privilégiées par rapport à d'autres. Il faudrait au moins le reconnaître.

Le cinéma par exemple?

Oui, entre autres. Ce secteur est mieux structuré, mieux médiatisé et dispose avant tout de son propre fonds de soutien à la production.

Et de l'autre côté, quels sont les secteurs délaissés?

L'édition, le théâtre, la danse...

... **La danse a le Trois C-L...**

Ne comparez pas David à Goliath! Le Trois C-L a été créé

comme plateforme pour la danse contemporaine et attribue, pour le compte du ministère de la Culture, les subventions liées à la danse, mais seuls les chorégraphes – et non les danseurs – ayant constitué une ASBL peuvent postuler. On oblige ainsi nos danseurs à assumer le rôle du porteur de projet côté administratif et côté artistique. Ils doivent être à la fois danseurs, chorégraphes et producteurs. En plus, le projet ne peut être financé qu'à hauteur de 40%. Et, avec ça, ils

ne sont plus éligibles à toute autre aide du ministère de la Culture. Et les danseurs/chorégraphes n'ont pas de débouchés en dehors de leur propre activité artistique, tandis que les musiciens, par exemple, ont des Conservatoires où enseigner.

Des différences existent également dans un même secteur artistique. Dans le milieu musical, par exemple, il y a un monde entre les musiciens classiques, les jazzmen et les rockeurs.

Et c'est justement pour cette raison qu'il faut faire très attention à ce que l'on fait pour ne pas discréditer ou discriminer les uns par rapport aux autres, mais au contraire, tirer tout le monde, ensemble, vers le haut.

Pourquoi ne pas prendre ce qui marche d'un côté et le copier pour un autre secteur? Ne peut-on pas imaginer un Fonspa du théâtre? Un music:IX de l'édition? Etc.

Par un simple copier-coller? Hélas, non. Chaque secteur a ses spécificités. Mais nous sommes en train de réfléchir à une structure qui pourrait être une sorte de "Luxembourg for Culture" ou un "Luxembourg Arts Council", notamment pour promouvoir davantage nos artistes à l'étranger, favoriser la mobilité internationale, soutenir l'itinérance des expositions de nos artistes ou encore stimuler les coproductions. Mais on ne peut pas exporter un musicien comme on exporte une pièce de théâtre ou une exposition. À ce niveau-là, le rôle que doivent jouer certaines institutions au Luxembourg par rapport aux artistes luxembourgeois est très important. Si un artiste luxembourgeois n'est pas montré par une institution nationale, comment voulez-vous qu'une institution étrangère s'intéresse à lui? Il est donc primordial que les institutions, les organisateurs de festival, les curateurs, etc. propulsent nos artistes vers leurs réseaux internationaux. C'est fait, d'ailleurs; prochainement, Marco Godinho sera présent à la Fonderie Darling à Montréal, grâce aux relations de Kevin Muhlen. Et je peux citer

d'autres exemples. Mais on pourrait le faire encore plus.

Pourtant, on a reproché à Enrico Lunghi, quand il était à la tête du Mudam, de trop regarder vers l'étranger et ne pas assez donner de place aux artistes nationaux. Alors, quelle est la solution?

Pardonnez-moi, de qui est venu ce reproche? Juste de quelques artistes locaux! Chaque artiste luxembourgeois devrait d'abord se regarder dans un miroir et essayer de comprendre où il se situe artistiquement par rapport à ses collègues luxembourgeois et à ses confrères étrangers. En tennis, on n'a qu'un seul Gilles Muller, alors qu'il y a des milliers de joueurs licenciés! On n'a qu'une Su-Mei Tse alors qu'il y a 120 artistes exposés au Cercle artistique. Tous n'ont pas nécessairement la même persévérance, le même talent, ni la prétention d'avoir une carrière internationale; pas la même chance non plus. Être artiste, c'est un travail exigeant, qui demande beaucoup de sacrifices. Personnellement, je ne voudrais pas être à leur place! C'est pour ça aussi que j'ai un grand respect pour tous les artistes, surtout pour tous ceux qui entament une carrière professionnelle. Une carrière se fait petit à petit. Et si on oublie rapidement les succès, on se rappelle longtemps des erreurs. Ce n'est jamais gagné d'avance et il faut savoir saisir les opportunités à chaque instant. Il faut quand même dire que nos artistes sont également soutenus par les directeurs des institutions. Dans le domaine des arts visuels, par exemple, je peux citer une petite douzaine d'artistes qui, en ce moment, ont réussi à se faire une place dans un réseau international. C'est quand même pas mal. Nous sommes un petit pays, on ne peut pas prétendre avoir 50 artistes visuels, 50 musiciens, 50 danseurs et 50 comédiens de renom international!

Un autre grand frein pour les artistes grand-ducaux, selon les artistes eux-mêmes, c'est le coût de la vie et les standards au Grand-Duché, où tout le monde veut une voi-

la culture du dialogue»

de la vie culturelle grand-ducale. Alors que le Focuna a publié ses chiffres hier et que il fait le point sur le milieu artistique luxembourgeois, ses réussites, ses lacunes, ses chantiers...

ture premium dès ses débuts dans la vie active. Les musiciens disent souvent : "À Berlin, ce serait plus facile!"

Oui, mais pas nécessairement à cause des grosses cylindrées. Quand on regarde objectivement la scène artistique nationale, on voit que ceux qui réussissent le mieux à l'international, ce sont ceux qui ont élu domicile à l'étranger : Francesco Tristano à Barcelone, Marie Jung à Hambourg, Su-Mei Tse et Vicky Krieps à Berlin, Mike Bourscheid à Vancouver. Pour une simple question de networking. D'environnement.

Et le Luxembourg n'est pas un bon environnement culturel?

Tout dépend de quel point de vue. Pour les artistes, c'est une chose. Par contre, en tant que public, nous sommes vraiment gâtés! À regarder la programmation du Grand Théâtre, de la Philharmonie, de la Rockhal, du Mudam et d'autres institutions, nous sommes à la hauteur des grandes capitales européennes. Mais même nos grandes institutions souffrent d'un certain manque de visibilité, notamment en dehors de nos frontières. C'est pour remédier à cette situation aussi que le Focuna propose depuis peu des aides pour faire venir au Luxembourg des programmeurs, des journalistes étrangers lors d'une première, d'un festival ou d'un vernissage. Et de l'autre côté, il y a des bourses pour des résidences à l'étranger pour nos artistes, car il faut un échange permanent pour arriver à obtenir une plus grande visibilité.

Vous parlez du public étranger qui est difficile à faire venir. Qu'en est-il du public luxembourgeois? Car on a l'impression que le public tourne un peu en vase clos, alors même qu'il n'y a pas une semaine où on ne lit pas sur les réseaux sociaux qu'il ne se passe jamais rien au Grand-Duché. Un peu comme si rien n'avait changé depuis l'année culturelle 1995.

Je déplore que ces personnes soient plus accros à leurs réseaux sociaux qu'à leurs institutions culturelles. Mais bon, il y a des gens qui ne s'intéressent tout simplement pas à la culture. Il leur manque tout simplement la curiosité. Oui, il faut également faire un effort pour sortir des sentiers battus et oser aller voir des choses nouvelles, de nouveaux projets, du contemporain. Personnellement,

j'adore l'exposition actuelle sur le baroque au musée national d'Histoire et d'Art. Il y a des chefs-d'œuvre que j'aimerais pouvoir regarder tous les jours, mais il y a quand même dans le même musée des œuvres contemporaines à découvrir deux salles plus loin! Il faut faire tout un effort de médiation pour éveiller la curiosité des gens, dès la scolarité. Selon les statistiques, il n'y a que 5 à 10% de la population qui s'intéresse à la culture! Il faut donc trouver un moyen de toucher le "non-public".

Regardez, on critique beaucoup les musicals que propose désormais le Grand Théâtre en fin d'année. Mais à la Saint-Sylvestre, j'y ai vu un public tout autre que celui qu'on croise habituellement. Un nouveau public qui s'approprie ainsi une institution culturelle. Il n'est pas dit qu'ils iront ensuite voir du Molière ou du Beckett, mais au moins le premier pas est fait. D'autant que la qualité artistique de la prestation était au rendez-vous.

Mais est-ce que tout ce que vous dites là n'est pas tout simplement le résultat d'un désintérêt politique vis-à-vis de la culture?

Encore une fois, s'il n'y a que 5 à 10% de la population qui s'intéresse à la culture, forcément, sur 60 députés, il ne vous en reste que trois à six.

En tout cas, la culture ne semble avoir jamais été une priorité gouvernementale. Et les partis qui signent un accord de coalition ne semblent pas se battre pour le ministère de la Culture.

C'est le système qui veut ça! Les politiciens sont finalement tous en CDD. Ils se battent, se déchirent même entre eux, pour retrouver leur siège à chaque élection. Alors forcément, ils mettent en vitrine des thématiques qui parlent aux gens telles que la sécurité, la burqa, l'immigration avec ses villages conteneurs. Il en est de même dans tous les pays voisins. Nous avons le même débat sur la culture que sur l'université, sur

les centres de recherche. Notre pays n'a que 150 ans et nous étions durant plus de 1 000 ans une ville forteresse. Oxford, Cambridge et la Sorbonne ne se sont pas faites en un jour! Et le Louvre était déjà un musée alors que le Grand-Duché n'était toujours pas indépendant. On ne peut pas faire en 20 ou 30 ans ce que d'autres pays font depuis plusieurs siècles!

Quel serait votre cheval de bataille si on vous nommait ministre de la Culture?

Je ne suis pas candidat, donc... En revanche, je ne dois pas être ministre de la Culture pour plaider la cause des artistes. Il faut donner aux artistes une place dans notre société. Un artiste a autant à dire qu'un directeur de banque, qu'un associé d'un "Big Four" ou que le patron d'une grande entreprise. **Mais pour ça, il faudrait avant**

tout remettre l'artiste au centre des budgets de la culture, alors que la plus grande partie des subventions culturelles vont aux institutions

culturelles pour payer les salaires, les locaux, etc. Pas aux artistes.

C'est vrai. Il faudrait un changement de paradigme. Une des grandes pistes pour le futur, c'est de donner une priorité à la création. Et à ce niveau-là, il y a encore beaucoup de pistes sous-exploitées.

Mais est-ce que du "pas assez", on n'est pas passés au "trop"? Est-ce bien logique d'avoir neuf centres culturels décentralisés, des festivals à foison, deux orchestres de chambre, etc.

Ne nous plaignons pas. À nous tous de relever ce défi. Optimisons, mutualisons, positionnons-nous davantage. À chaque institution, il incombe de se définir par rapport à son public, à ses publics. Nous avons un grand potentiel à explorer d'abord et à exploiter ensuite : le fameux "non-public". Le travail de médiation culturelle devient de plus en plus essentiel. On doit établir le dialogue entre le public et l'institution. Et l'action pédagogique devra de toute façon occuper une place centrale dans le champ de la médiation. Le grand défi c'est que chaque institution, peu importe ses moyens de financement, doit en premier lieu se redéfinir, savoir exactement qui elle est, de quels locaux elle dispose, quel est son champ d'action, ce qu'elle veut faire, pour qui elle programme. Une fois que tout le monde aura fait ça, un

jour ou l'autre, il faudra trancher. **Qui doit trancher?**

La politique. Ceux qui donnent les subventions. Mais il est certain qu'il y a des économies, des mutualisations à faire, plus de coproductions à initier, ce qui ne veut pas nécessairement dire des fusions; ne serait-ce que pour mieux travailler ensemble. Et pour cela, il faut déjà que les différents acteurs culturels se parlent davantage! Il faut réinventer la culture du dialogue.

Est-ce que ce travail là n'a pas été fait, ou n'aurait pas dû être fait, au moment où la ministre Maggy Nagel a résilié, en 2014, brutalement toutes les conventions culturelles?

Oui, c'était un peu l'idée. J'ai regretté surtout à l'époque l'absence de dialogue entre le ministère de la Culture et les institutions/associations concernées. On annonçait à l'époque une évaluation du système de conventionnement, évaluation qui fait encore défaut aujourd'hui.

En tout cas, ces résiliations n'ont presque rien changé.

Il faut rattraper ce temps perdu et gagner à nouveau la confiance de certains acteurs culturels. Personnellement, je suis confiant. À chacun d'apporter sa petite contribution. Il serait dommage de ne pas saisir cette opportunité unique. Surtout avec Esch 2022 capitale européenne de la culture à l'horizon!

«Chaque artiste luxembourgeois devrait se regarder dans un miroir et essayer de comprendre où il se situe artistiquement»



Focuna, les chiffres de 2017

Le Fonds culturel national a annoncé, hier matin, son bilan provisoire de l'attribution des bourses, résidences d'artistes et subventions pour 2017.

Bourses Le comité directeur du Fonds culturel national a accordé 48 bourses pour un montant total de 147 066,71 euros. Chaque bourse est évaluée par un jury différent. En 2017, le Fonds a invité 78 experts à siéger dans un de ces jurys. En 2016, le montant total des bourses s'élevait à 87 250 euros. En 2015, à 47 500.

Résidences d'artistes Le Fonds culturel national, avec des partenaires publics et privés, a pu offrir à quatre artistes et un auteur (Laurianne Bixhain, Chantal Maquet, Simone Mousset, Tom Nisse et Nora Wagner) des résidences d'artistes ou d'auteurs. Ces résidences ont été organisées en collaboration avec les Annexes à Bourglinster, les Uferstudios à Berlin, le Literarische Colloquium à Berlin, la Fonderie Darling à Montréal, le Bamhaus à Dommeldange. Outre la mise à disposition de lieux de travail adaptés, les résident(e)s ont bénéficié des bourses de mobilité, de recherche ou de travail pour un montant total de 63 450 euros.

Dubai 2020 Le Focuna s'est associé avec le GIE Luxembourg Expo 2020 Dubai pour le volet «culture» du pavillon du Luxembourg à l'Expo 2020 Dubai, qui aura lieu du 20 octobre 2020 au 10 avril 2021. Un collectif de huit artistes ont été retenus par un comité artistique pour développer des propositions artistiques, se concerter avec l'architecte et le scénographe des lieux, afin de mener une réflexion conceptuelle pour incorporer le volet culturel et artistique à la scénographie du pavillon. Le collectif d'artistes est formé de Julie Conrad (design), Ady El Assal (film), Guy Helming (littérature), Karolina Markiewicz & Pascal Piron (arts visuels), Simone Mousset (danse), Patrick Muller (musique) et Renelde Pierlot (théâtre).

Aides et subventions Le comité directeur du Fonds culturel national s'est réuni douze fois en 2017 et a examiné 300 dossiers introduits par des artistes professionnels ou des organisations œuvrant dans le domaine culturel. Deux cent quarante dossiers (-8,40% par rapport à 2016) ont été subventionnés pour un montant total d'aides financières ponctuelles de 549 433 euros. Un chiffre en augmentation de 7,27% par rapport à 2016.